

# La présence syndicale au Québec en 2007



# La présence syndicale au Québec en 2007

par Alexis Labrosse\*

\* Alexis Labrosse est agent de recherche en relations du travail à la Direction de l'information sur le travail du ministère du Travail du Québec.

Le ministère du Travail publie son analyse intitulée *La présence syndicale au Québec en 2007*. Le Québec est l'endroit qui continue d'afficher le plus fort taux de présence syndicale en Amérique du Nord avec un taux de 40 %, alors que le plus bas taux revient encore aux États-Unis, avec 13,3 %.

L'étude établit toutefois que cette présence syndicale observée au Québec et dans le reste du Canada a quelque peu diminué par rapport à 2006, soit respectivement de 0,5 et 0,2 point de pourcentage, alors qu'elle augmentait légèrement en Ontario et aux États-Unis (0,1 et 0,2). Signalons également que le secteur ayant le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale au Québec au cours de la dernière décennie a été celui de la fabrication, dont la part de l'emploi a chuté de près de 5 points de pourcentage. Ce phénomène s'observe également en Ontario et, dans une moindre mesure, pour le reste du Canada. Néanmoins, d'autres secteurs comme celui de la construction sont venus pallier quelque peu ces baisses pour l'ensemble des régions canadiennes.

Cette étude annuelle, précisons-le, porte principalement sur la situation observée au Québec de 1998 à 2007, en la comparant à celles de l'Ontario, du reste du Canada, et des États-Unis. Elle évalue également la contribution des divers secteurs d'activité économique aux variations du taux de présence syndicale observées d'une année à l'autre.

Question méthodologie, l'étude sur la présence syndicale s'intéresse à toutes les personnes assujetties à des conventions collectives, soit celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient membres en règle ou non d'un syndicat.

Pour plus d'information sur l'ensemble de la question, consultez l'étude.

L'édimestre

## Table des matières

Introduction.....	5
1. Les sources de données, la population visée et la période de référence .....	5
2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord .....	5
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public .....	6
4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada.....	8
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes .....	10
6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec .....	12
7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario .....	14
8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada.....	15
Conclusion.....	17

## Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1998 et 2007 .....	9
Tableau 2	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1998 et 2007 .....	9
Graphique 1	Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1998 à 2007 .....	6
Graphique 2	Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1998 et 2007 .....	7
Graphique 3	Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1998 et 2007 .....	7
Graphique 4a	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2007 .....	10
Graphique 4b	Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2007 .....	11
Graphique 5a	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2007 .....	11
Graphique 5b	Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2007 .....	12
Graphique 6	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 1998 et 2007 .....	13
Graphique 7	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2006 et 2007 .....	14
Graphique 8	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 1998 et 2007 .....	14
Graphique 9	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2006 et 2007 .....	15
Graphique 10	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 1998 et 2007 .....	16
Graphique 11	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2006 et 2007 .....	16

## Annexes

Annexe 1	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 1998, 2006, 2007 .....	18
Annexe 2	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 1998, 2006, 2007 .....	19
Annexe 3	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada, 1998, 2006, 2007 .....	20
Annexe 4	Nombre et proportion d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2007 .....	21

## Introduction

La présente chronique s'intéresse aux personnes assujetties à des conventions collectives, c'est-à-dire à celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient ou non membres en règle d'un syndicat<sup>1</sup>. Pour apprécier l'importance quantitative de ce groupe, la mesure utilisée est le taux de présence syndicale qui se définit comme le pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des employés. Le taux de présence syndicale se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des employés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, cette dernière est comparée avec celles de l'Ontario et du reste du Canada surtout, mais aussi avec celle des États-Unis. La comparaison met en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique. Certains facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre les régions canadiennes et les changements des situations québécoise et canadienne dans le temps sont examinés.

## 1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des employés<sup>2</sup>, c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation, parce que non syndiqués. Depuis 1998, ces derniers ont représenté entre 13 et 15,3 % de l'emploi total au Québec, entre 14,4 et 15,9 % en Ontario et entre 16,8 et 19,5 % dans le reste du Canada. De plus, en raison de la très forte volatilité des données pour le secteur agricole (particulièrement évidente pour le Québec et l'Ontario), nous avons décidé d'exclure les employés de ce secteur de notre analyse<sup>3</sup>. Malgré l'exclusion de ces derniers, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des employés tant à l'échelle du Québec que de l'ensemble du Canada. Enfin, la période étudiée couvre les années 1998 à 2007.

## 2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

En 2007, les taux de présence syndicale en Amérique du Nord étaient tous en deçà de ceux de 1998, comme l'indique le graphique 1. Le Québec est la région où l'on retrouve d'année en année les plus forts taux. Ainsi, de 1998 à 2007, ces derniers se sont maintenus aux alentours de 40 % au Québec, comparativement à environ 30 % en Ontario et dans le reste du Canada. Quant aux États-Unis, leur taux de présence syndicale se situe généralement en dessous de 15 %.

À l'exception du Québec, nous remarquons aussi dans ce graphique une légère tendance à la baisse de la présence syndicale pour toutes les régions. De fait, la baisse observée durant ces dix années se chiffre à 2,6 points de pourcentage dans le reste du Canada, comparativement à 1,3 point en Ontario et 2,1 points aux États-Unis. Le Québec, pour sa part, maintient son taux de présence syndicale au-dessus de 40 %, à l'exception de l'année 1999 (39,8 %).

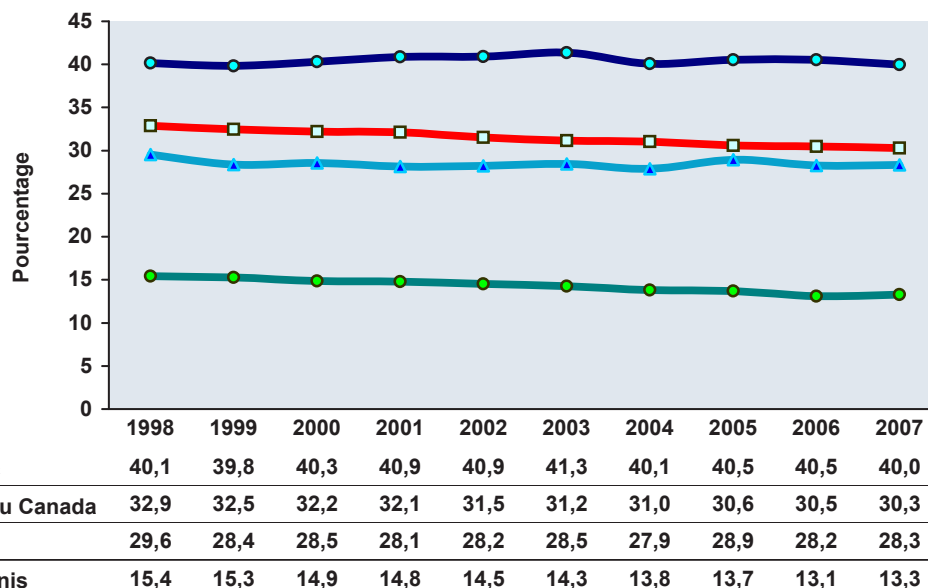
---

1. La disponibilité des données ne permet pas de ventiler les taux de présence syndicale par groupe d'affiliation.

2. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.

3. De 1998 à 2007, les données sur les taux de présence syndicale dans le secteur agricole au Québec étaient respectivement de 9,1 %, 9,8 %, 0 %, 0 %, 7,5 %, 6,7 %, 0 %, 7,4 %, 7,3 % et 5,1 %. En Ontario, ces mêmes taux étaient de 0 %, à l'exception de 1998 (3,6 %), 2004 (4,7 %), et 2007 (5,3 %). Cette volatilité s'explique certainement par le fort coefficient de variation (plus de 30 %) associé à la taille de l'estimation, mais aussi par l'interprétation des questions de l'enquête par les personnes interrogées. L'exclusion du secteur agricole conduit évidemment à des différences avec les données diffusées par Statistique Canada qui le conserve. Dans le cas des États-Unis, les travailleurs agricoles sont également comptabilisés.

Graphique 1 Taux de présence syndicale<sup>1</sup>, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1998 à 2007



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2007*, cat. n° 71F0004XCB; Bureau of Labor Statistics, Current population Survey.

Il en résulte que l'écart observé entre le Québec et les autres régions continue de croître durant ces années. Ainsi, celui-ci est passé de 10,5 points de pourcentage en 1998 à 11,7 points en 2007 par rapport à l'Ontario, et de 7,2 points à près de 10 points par rapport au reste du Canada durant la même période. Dans le cas des États-Unis, l'écart avec le Québec a augmenté de 2 points au cours de la même période et il se chiffrait à 26,7 points en 2007. Par ailleurs, l'écart moyen observé de 1998 à 2007 par rapport aux États-Unis atteignait environ 14 points dans le cas de l'Ontario et quelque 17 points dans le cas du reste du Canada.

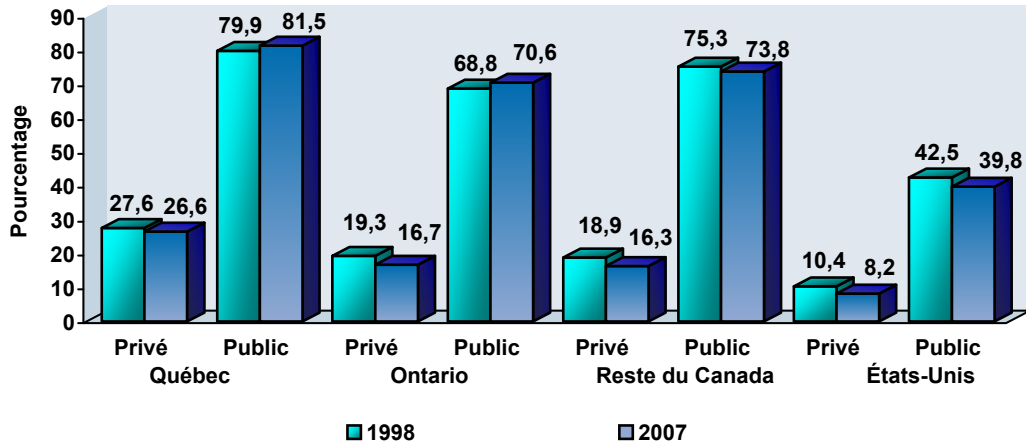
### 3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Historiquement, le secteur privé québécois, à l'instar de ce que l'on retrouve en Amérique du Nord, affiche un taux de présence syndicale beaucoup plus faible que celui du secteur public (graphique 2).

Bon an, mal an, l'écart entre les deux secteurs varie de 49 à 55 points au Québec et en Ontario, de 56 à 59 points dans le reste du Canada et tourne autour de 32 points aux États-Unis. De 1998 à 2007, partout au Canada et aux États-Unis, la présence syndicale dans le secteur privé a fléchi. C'est en Ontario et dans le reste du Canada que l'on observe la plus forte baisse avec respectivement 2,6 points de moins qu'en 1998. Pour sa part, le Québec a connu une baisse de un point de pourcentage, tandis que les États-Unis ont enregistré une baisse de 2,2 points. Par ailleurs, le taux de présence syndicale dans le secteur public a augmenté au Québec et en Ontario, alors qu'il a diminué dans les autres régions. Il a ainsi augmenté de 1,6 point au Québec et de 1,7 point en Ontario, alors qu'il a baissé de 1,5 point dans le reste du Canada et de 2,7 points aux États-Unis au cours de cette période<sup>4</sup>.

4. Comme toutes les données présentées dans ce document ont été arrondies à une ou deux décimales, il peut y avoir de légers écarts entre certaines données du texte et celles des tableaux et des graphiques.

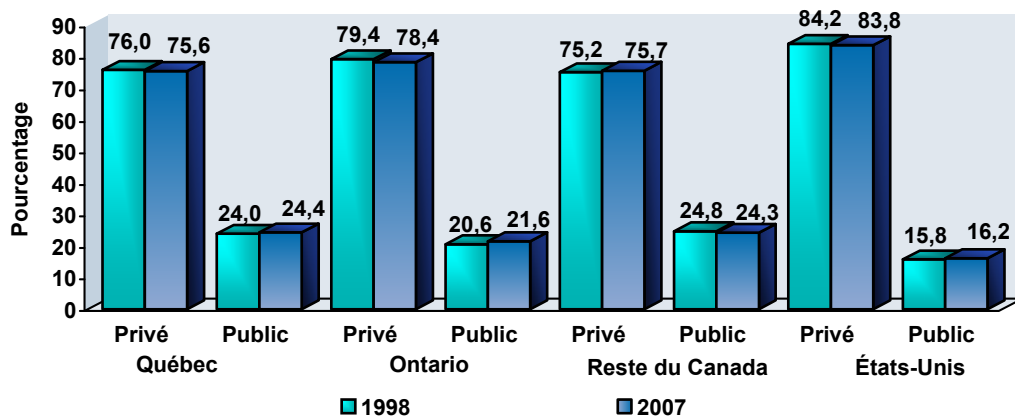
**Graphique 2 Taux de présence syndicale selon les secteurs privé<sup>1</sup> et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1998 et 2007**



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Par ailleurs, entre 1998 et 2007, la répartition des employés entre les secteurs public et privé ne s'est que très peu modifiée (graphique 3). Comme en 1998, le secteur privé au Québec et dans le reste du Canada regroupait en 2007 un peu plus de 75 % des personnes en emploi. En Ontario, la proportion des employés dans le secteur privé a connu une baisse de un point de pourcentage, passant de 79,4 % à 78,4 % durant ces années. C'est aux États-Unis que la proportion des employés du secteur privé est la plus élevée, se situant à environ 84 %. Cette prépondérance constante du secteur privé, associée à la baisse de son taux de présence syndicale, contribue à maintenir le taux global de présence syndicale en deçà de celui de 1998.

**Graphique 3 Répartition des employés entre les secteurs privé<sup>1</sup> et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1998 et 2007**



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Il importe de souligner que la définition du secteur public<sup>5</sup> diffère entre le Canada et les États-Unis, ce qui limite les comparaisons entre les taux de présence syndicale dans les secteurs public et privé. Si les États-Unis appliquaient la même définition du secteur public qu'au Canada, la proportion du nombre d'employés dans ce secteur serait plus grande. Par conséquent, la différence entre la proportion des employés des secteurs public et privé dans ces pays serait moindre.

#### 4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2007 tout comme en 1998, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique<sup>6</sup> au Québec (tableau 1) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario, à l'exception du secteur primaire en 1998. Ils étaient également supérieurs à ceux du reste du Canada.

Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés se trouvent dans la catégorie du tertiaire public, atteignant en moyenne près de 70 % au Québec, comparativement à environ 60 % dans le reste du pays. Par exemple, dans les services d'enseignement en 2007, ce taux au Québec s'établissait à 75,6 % (annexe 1), contre 68,3 % en Ontario (annexe 2) et 70,3 % dans le reste du Canada (annexe 3). En 2007, tous secteurs confondus, le taux de présence syndicale le plus élevé, soit 81,4 %, se trouvait dans le secteur des services publics au Québec, comparativement à 70,3 % en Ontario et 64,1 % dans le reste du Canada.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, de l'hébergement et des services de restauration, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, avec des taux variant en 2007 entre 4,5 et 21,8 % pour l'ensemble des régions.

Le tableau 2 montre, pour les années 1998 et 2007, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions. Nous remarquons que la grande majorité des emplois se retrouvent, indépendamment de la région, dans le secteur tertiaire, principalement dans celui privé. Cependant, les trois secteurs les plus importants quant à la part de l'emploi qu'ils regroupent sont respectivement ceux du commerce, de la fabrication, des soins de santé et de l'assistance sociale (annexes 1, 2 et 3).

On constate aussi que le secteur de la fabrication se démarque au Québec et en Ontario, accaparant environ 16 % des emplois en 2007, comparativement à moins de 10 % dans le reste du Canada. La part de l'emploi dans ce secteur a toutefois décliné entre 1998 et 2007, perdant 4,8 points de pourcentage au Québec, 4,3 points en Ontario et 1,6 point dans le reste du Canada (annexes 1, 2 et 3). En 2007, le secteur du commerce absorbait quant à lui entre 16,1 et 17,7 % des emplois au pays, tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale en accaparait entre 10,6 et 12,1 %. De son côté, le reste du Canada se démarque par l'importance, bien que faible, de son secteur primaire qui monopolisait 4,3 % des emplois en 2007, contre seulement 1 % au Québec et 0,6 % en Ontario.

---

5. Dans le cas du Canada, « le secteur public comprend les administrations municipales, provinciales et fédérales, ainsi que les sociétés d'État, les Régies des alcools et les autres institutions gouvernementales comme les écoles (incluant les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques. Le secteur privé comprend tous les autres employés et travailleurs indépendants propriétaires d'entreprises (y compris les travailleurs familiaux non rémunérés qui travaillent dans ces entreprises) et les travailleurs indépendants qui ne possèdent pas une entreprise » (Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active, Révisé février 2006*, n° 71-543-GIF au catalogue.

Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages » (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, n° 13F0031MIF au catalogue – n° 010, mai 2003). La différence entre les deux pays provient donc du fait qu'au Canada la totalité des institutions à but non lucratif dans les secteurs hospitaliers et scolaires font partie du secteur des administrations publiques.

6. Les données détaillées pour chacun des secteurs d'activité sont présentées aux annexes 1, 2 et 3, tandis que la composition du secteur tertiaire public et privé figure à l'annexe 4.



**Tableau 1**

**Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup> et les régions, 1998 et 2007**

Secteurs d'activité économique	1998			2007		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
<b>Secteur primaire</b>	<b>36,2</b>	<b>41,4</b>	<b>25,2</b>	<b>36,7</b>	<b>34,4</b>	<b>19,1</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>40,7</b>	<b>33,4</b>	<b>29,8</b>	<b>42,7</b>	<b>27,1</b>	<b>26,3</b>
Construction	48,3	33,2	24,4	54,1	35,2	22,2
Fabrication	39,6	33,5	32,3	39,6	24,7	29,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>40,0</b>	<b>28,2</b>	<b>33,9</b>	<b>39,3</b>	<b>28,6</b>	<b>31,7</b>
Tertiaire privé	26,3	16,8	21,1	25,9	16,9	18,9
Tertiaire public	69,9	58,4	62,9	69,4	59,6	61,5
<b>Ensemble</b>	<b>40,1</b>	<b>29,6</b>	<b>32,9</b>	<b>40,0</b>	<b>28,3</b>	<b>30,3</b>

1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active 2007, cat. n° 71F0004XCB.

**Tableau 2**

**Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup> et les régions, 1998 et 2007**

Secteurs d'activité économique	1998			2007		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,5</b>	<b>0,7</b>	<b>4,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>4,3</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>23,6</b>	<b>24,7</b>	<b>16,5</b>	<b>20,3</b>	<b>21,3</b>	<b>16,6</b>
Construction	2,9	4,1	5,2	4,3	5,0	6,9
Fabrication	20,6	20,6	11,3	15,9	16,3	9,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>75,0</b>	<b>74,6</b>	<b>79,5</b>	<b>78,8</b>	<b>78,1</b>	<b>79,2</b>
Tertiaire privé	51,3	54,1	55,2	54,5	56,7	55,3
Tertiaire public	23,7	20,4	24,3	24,2	21,4	23,9
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

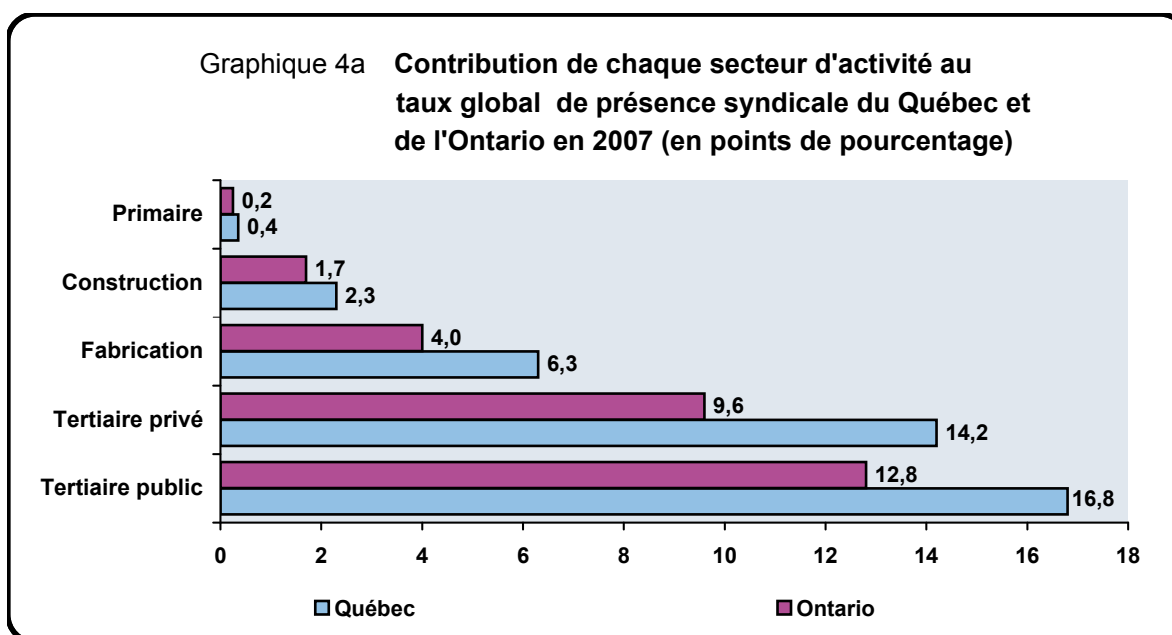
1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active 2007, cat. n° 71F0004XCB.

## 5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale selon le secteur d'activité (tableau 1) ainsi que les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 2) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. Le poids relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité (tableau 1) par la part de l'emploi total qu'il représente (tableau 2) et en divisant ce résultat par 100. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2007, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 39,6 % par sa proportion de 15,9 % et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 6,3 points au taux global de présence syndicale de 40 %.

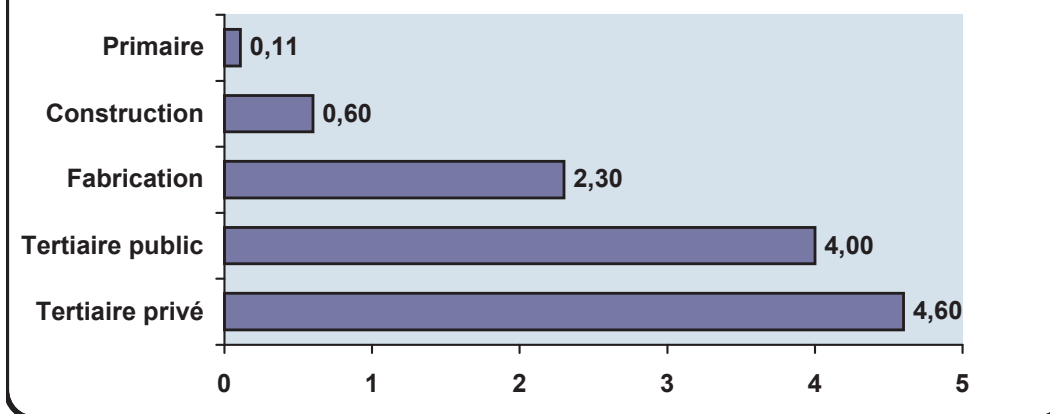
Les graphiques 4 et 5 présentent la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale, de même que les écarts observables à ce titre entre le Québec et l'Ontario (graphiques 4a et 4b) et entre le Québec et le reste du Canada (graphiques 5a et 5b).



Comme l'indique le graphique 1, le taux global de présence syndicale au Québec est supérieur de 11,7 points à celui de l'Ontario. Le graphique 4a montre quant à lui que ce sont les secteurs tertiaires, privé et public, qui contribuent davantage à cette différence. Ainsi, l'écart de contribution (graphique 4b) de l'ensemble du secteur tertiaire totalise près de 9 points de pourcentage, surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec est supérieure de 10,7 points (tableau 1) à celle de l'Ontario.

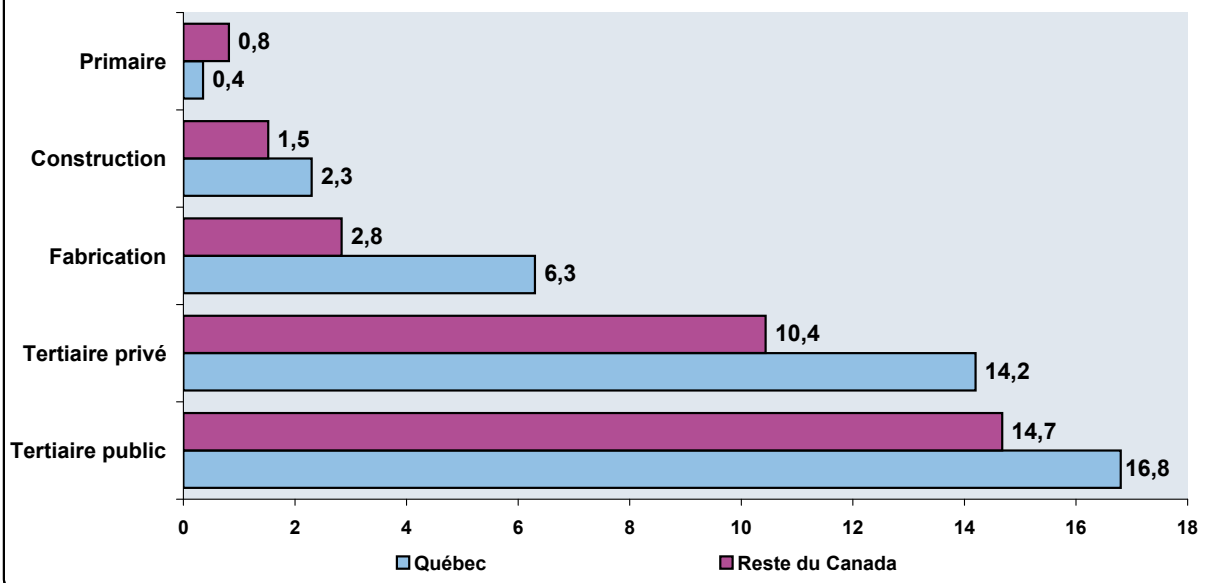
Le secteur québécois de la fabrication, dont le niveau de présence syndicale dépasse de 14,9 points celui de l'Ontario, explique environ 2 points de la variation, alors que celui de la construction rend compte pour sa part d'un peu plus d'un demi-point d'écart, essentiellement parce que son taux de présence syndicale au Québec est nettement plus élevé (54,1 % contre 35,2 % en Ontario). Finalement, le secteur primaire, dont la part de l'emploi est de moins de 1 % dans ces régions, justifie environ un dixième de point d'écart entre le taux global observé au Québec et en Ontario.

Graphique 4b Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2007 (en points de pourcentage)

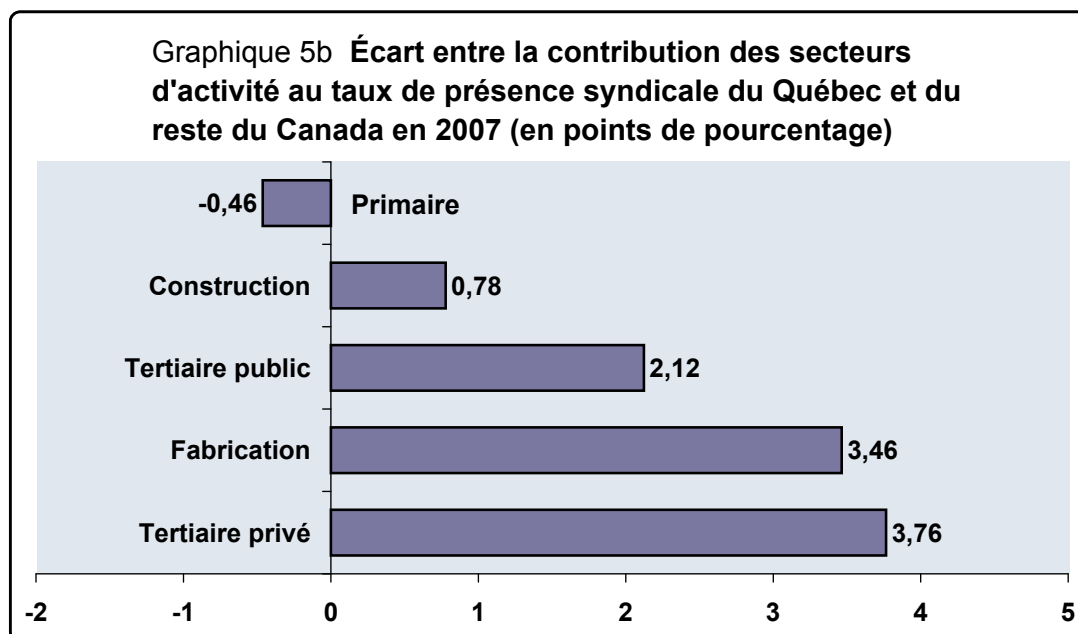


En comparant le Québec avec le reste du Canada (graphiques 5a et 5b), on réalise également que la contribution du secteur tertiaire et de celui de la fabrication explique une grande partie des 9,7 points d'écart qui les séparaient en 2007. Le secteur tertiaire privé représente à lui seul plus du tiers (3,76 points) de cet écart. Il s'explique essentiellement par un taux de présence syndicale de 7 points plus élevé au Québec que dans le reste du Canada (tableau 1), alors que sa place sur le marché de l'emploi est sensiblement la même dans les deux régions (tableau 2).

Graphique 5a Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2007 (en points de pourcentage)



Le secteur de la fabrication, quant à lui, justifie un écart de 3,46 points. Non seulement son taux de présence syndicale au Québec était en 2007 de 10,3 points de plus que celui du reste du Canada (tableau 1), mais sa place sur le marché de l'emploi était beaucoup plus importante au Québec (15,9 % des employés) que dans le reste du Canada (9,7 %) (tableau 2). Le secteur tertiaire public, qui compte pour environ 24 % de l'emploi au sein des deux régions, explique un peu plus de 2 points d'écart à cause d'un taux de présence syndicale plus élevé au Québec que dans le reste du Canada (respectivement 69,4 % et 61,5 %). Quant au secteur de la construction<sup>7</sup>, dont le taux de présence syndicale est nettement supérieur au Québec avec une différence d'environ 32 points par rapport au reste du Canada, il explique un peu plus de trois quarts de point d'écart. Enfin, le secteur primaire se démarque dans le reste du Canada non pas par un taux de présence syndicale supérieur à celui du Québec, mais par sa part de l'emploi qui est de 4 % comparativement à seulement 1 % au Québec.

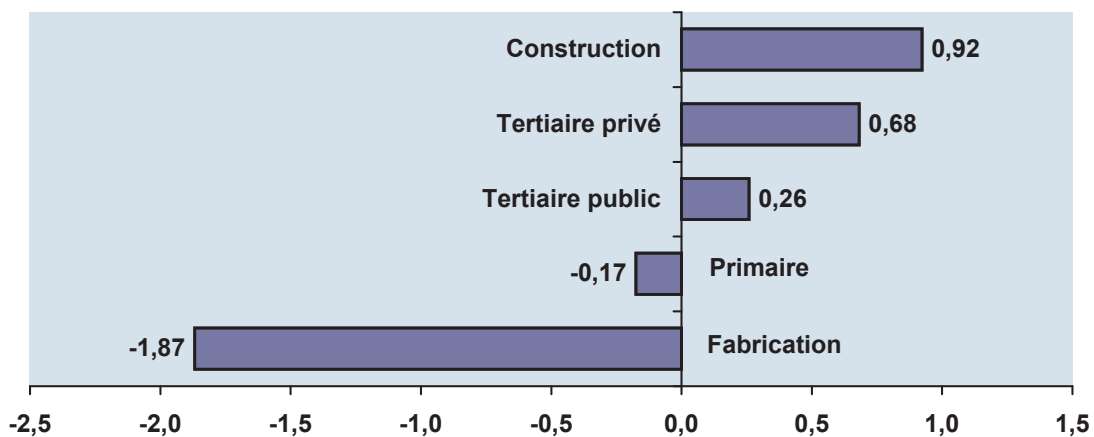


## 6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec

De 1998 à 2007, le taux québécois de la présence syndicale s'est maintenu au-dessus de 40 % (graphique 1), sauf en 1999 où il avait chuté à 39,8 %. Le taux le plus élevé observé durant cette période est de 41,3 % en 2003. En 2007, ce taux a subi un léger recul, baissant d'un demi-point de pourcentage par rapport à 2006 (de 40,5 % à 40 %). Dans les paragraphes suivants, nous analyserons d'abord les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale au Québec entre 1998 et 2007. Nous appliquerons ensuite la même analyse pour les variations qui se sont produites entre 2006 et 2007.

7. Il importe de préciser que le secteur de la construction, dans l'Enquête sur la population active, englobe non seulement les travailleurs affectés aux chantiers comme tels, mais aussi les personnes des autres catégories d'emploi dans ce secteur. De plus, il comprend non seulement les travaux de construction neuve, mais aussi ceux de réparation et de rénovation.

Graphique 6 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 1998 et 2007 (en points de pourcentage)**

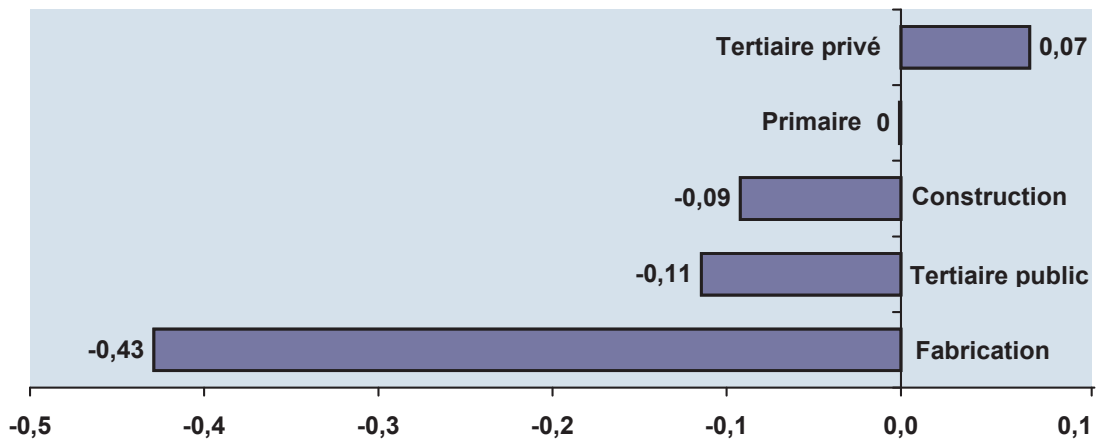


Nous constatons d'abord au graphique 6 que c'est le secteur de la fabrication qui a le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale entre 1998 et 2007. Durant cette période, ce secteur a en effet subi une perte significative de sa part de l'emploi, de 20,6 % en 1998 à 15,9 % en 2007, alors que son taux de présence syndicale s'est maintenu à près de 40 % (annexe 1). Dans une moindre mesure, l'autre secteur qui a contribué négativement à l'évolution du taux global est celui des industries primaires. La baisse de la part de l'emploi de 1,5 % à 1 % durant cette période explique ce phénomène puisque son taux de présence syndicale a légèrement augmenté, passant de 36,2 % en 1998 à 36,7 % en 2007.

À l'opposé, les secteurs tertiaires, public et privé, ainsi que celui de la construction ont contribué positivement à l'évolution du taux global de présence syndicale au Québec durant cette période. Dans le cas des secteurs tertiaires, public et privé, nous observons une augmentation de la part de l'emploi qu'ils accaparent. Ainsi, celle du secteur tertiaire privé est passée de 51,3 % à 54,5 % entre 1998 et 2007, et celle du secteur tertiaire public, de 23,7 % à 24,2 % durant cette période (annexe 1). Ce sont uniquement ces variations à la hausse de l'emploi qui expliquent la progression de la contribution de ces secteurs, puisque le taux de présence syndicale observé tant dans le secteur tertiaire public que privé a régressé durant cette période. Enfin, le secteur de la construction a pu contrebalancer environ la moitié de la baisse observée (-1,87 point) dans le secteur de la fabrication par une hausse de sa contribution de près de un point de pourcentage (0,92) au taux global de présence syndicale au cours de cette période. Celui-ci a en effet enregistré une forte hausse de son taux sectoriel, passant de 48,3 % en 1998 à 54,1 % en 2007, alors que sa part de l'emploi a progressé de 2,9 % à 4,3 % durant ces années.

Pour clore cette section, la baisse du taux de présence syndicale entre 2006 et 2007 s'explique en grande partie par les données du secteur de la fabrication. Ainsi, comme le montre le graphique 7, la contribution de ce secteur a diminué de près d'un demi-point (-0,43) de pourcentage parce que sa part de l'emploi a chuté de 17,3 % à 15,9 % durant ces années (annexe 1). Quant aux autres secteurs, ils ont connu peu ou pas de variation significative de leur contribution entre 2006 et 2007. Le seul apport positif (0,07 point), soit celui du secteur tertiaire privé, provient encore une fois d'une hausse de sa part de l'emploi, celle-ci passant de 53,5 % à 54,5 %, alors que son taux sectoriel diminuait légèrement de 26,3 % à 25,9 % entre 2006 et 2007.

Graphique 7 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2006 et 2007 (en points de pourcentage)

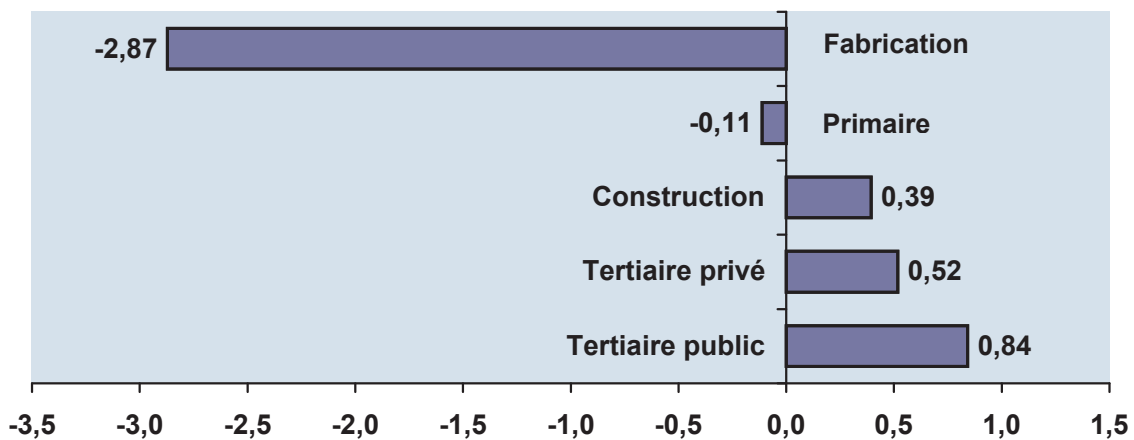


## 7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario

Après avoir connu une baisse de 1,7 point de pourcentage entre 1998 et 2004 (graphique 1), le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté d'environ un point entre 2004 et 2005 pour ensuite fléchir en 2006, atteignant 28,2 %. L'année 2007 est marquée par un léger gain de un dixième de point de pourcentage de ce taux, ce dernier se chiffrant à 28,3 %.

Au graphique 8, il apparaît clairement que le secteur de la fabrication est à l'origine de la baisse du taux de présence syndicale de l'Ontario entre 1998 et 2007. Ce secteur a en effet connu une forte baisse de son taux sectoriel durant ces années, passant de 33,5 % en 1998 à 24,7 % en 2007 (annexe 2). De plus, tout comme au Québec, sa part de l'emploi a chuté sous la barre des 20 %, passant ainsi de 20,6 % en

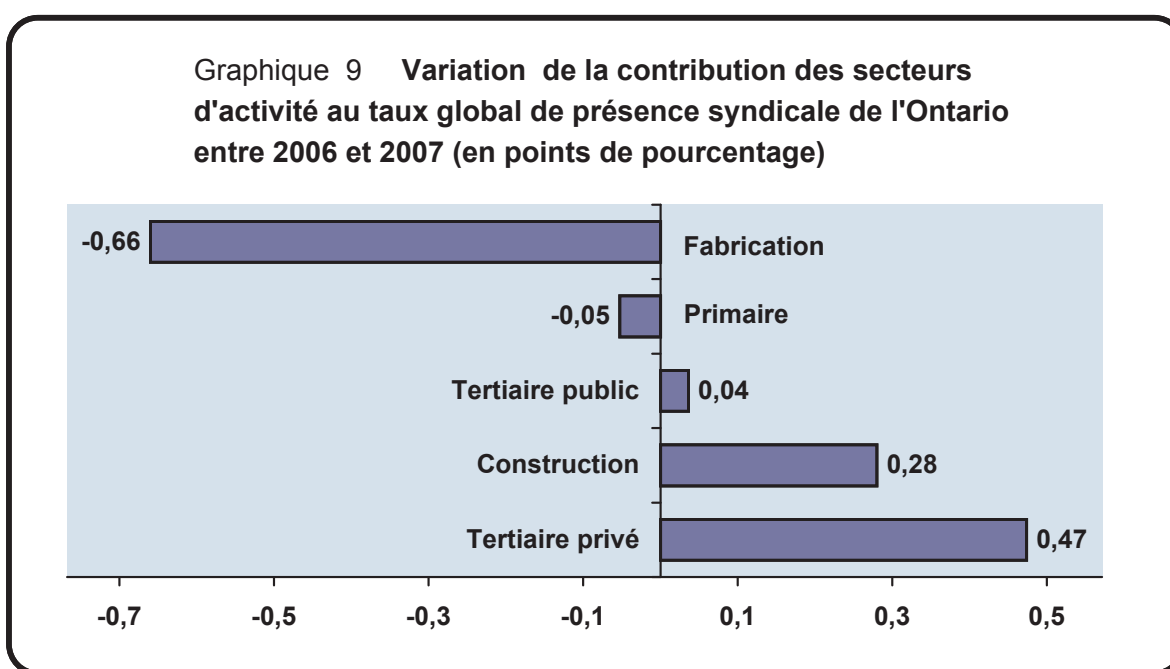
Graphique 8 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 1998 et 2007 (en points de pourcentage)



1998 à 16,3 % en 2007 (annexe 2). Cette baisse significative de la contribution du secteur de la fabrication a toutefois été atténuée par les gains enregistrés dans le secteur tertiaire, public et privé, ainsi que dans celui de la construction.

Pour ce qui est de la hausse, minime faut-il le rappeler, du taux global de l'Ontario entre 2006 et 2007, le graphique 9 illustre que les gains enregistrés dans les secteurs tertiaires public et privé, ainsi que dans celui de la construction, ont légèrement surpassé les reculs observés, particulièrement dans le secteur de la fabrication. De fait, la contribution de ce secteur a chuté de plus de six dixièmes de point de pourcentage en 2007. Cela s'explique encore une fois par une diminution de la part de l'emploi de ce secteur, qui est passée de 17,6 % en 2006 à 16,3 % en 2007, combinée à une baisse de 2,3 points de pourcentage de son taux sectoriel (de 27 à 24,7 %) (annexe 2).

À l'opposé, la contribution du secteur tertiaire privé a augmenté d'environ un demi-point de pourcentage. Cela est dû à une hausse de la part de l'emploi dans ce secteur, de 55,7 % en 2006 à 56,7 % en 2007, alors que son taux sectoriel est passé de 16,4 à 16,9 % durant cette période.

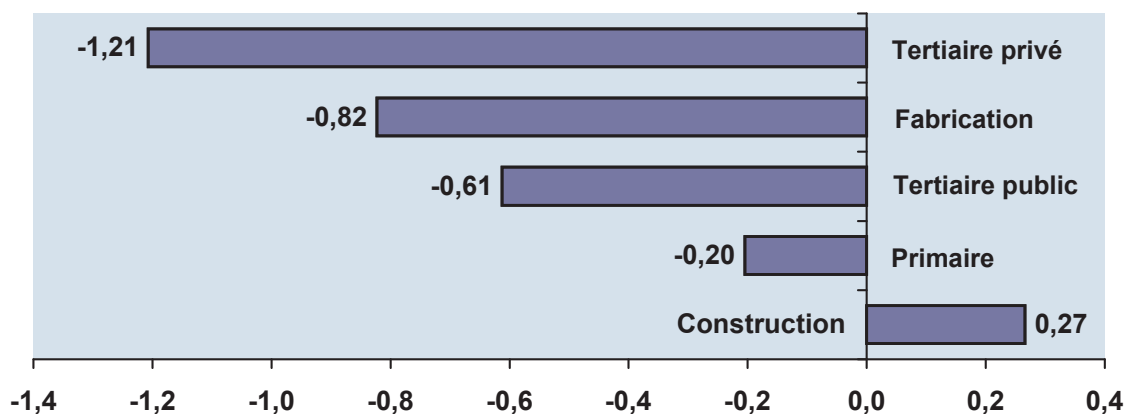


## 8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada

Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 1998 et 2007 (graphique 1), perdant en moyenne près de trois dixièmes de point de pourcentage par année. Ainsi, ce taux a régressé de 2,6 points de pourcentage pendant cette période, passant de 32,9 % en 1998 à 30,3 % en 2007.

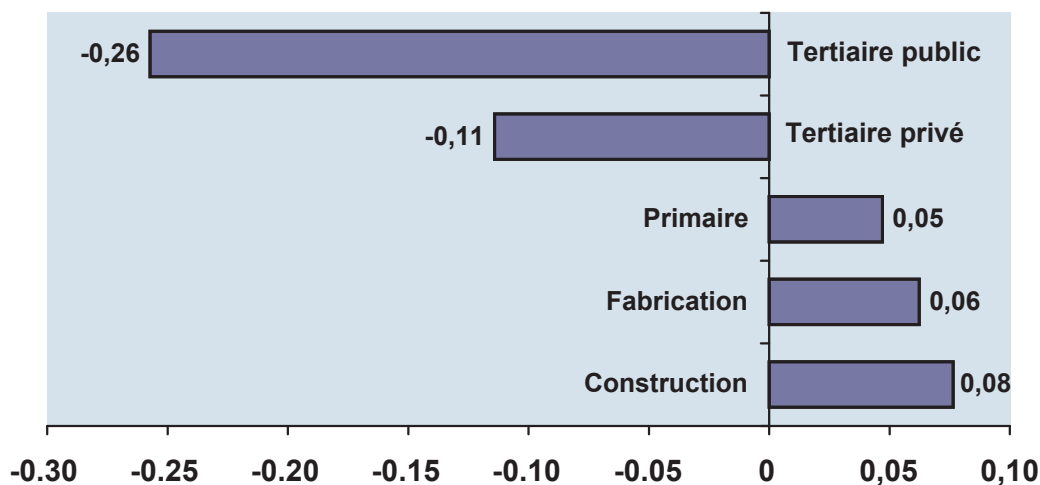
Le graphique 10 montre qu'à l'exception du secteur de la construction les autres secteurs ont connu en moyenne une diminution de leur contribution au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada. La baisse la plus marquée s'observe dans le secteur tertiaire privé (-1,21 point) et dans celui de la fabrication (-0,82 point). Dans le cas du tertiaire privé, cette baisse s'explique par une diminution de son taux sectoriel, ce dernier passant de 21,1 % en 1998 à 18,9 % en 2007 (annexe 3), alors que sa part de l'emploi est demeurée stable aux alentours de 55 %. Dans le cas de la fabrication, il s'agit à la fois d'une diminution de son taux sectoriel, de 32,3 à 29,2 %, et de sa part de l'emploi, de 11,3 à 9,7 %, entre 1998 et 2007.

Graphique 10 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 1998 et 2007 (en points de pourcentage)



En ce qui concerne la légère baisse du taux global de présence syndicale survenue entre 2006 et 2007 pour cette région (de 30,5 à 30,3 %), le graphique 11 indique que ce sont les secteurs tertiaires public et privé qui y ont contribué par une faible diminution de leur taux sectoriel respectif et de la part de l'emploi, mais uniquement dans le cas du secteur tertiaire public (annexe 3). Cette contribution moindre de ces secteurs a toutefois été atténuée par de légères variations à la hausse dans les autres secteurs. Ainsi, dans le secteur de la construction, la hausse de moins d'un dixième (0,08) de point de pourcentage de sa contribution s'explique par une baisse de son taux sectoriel de 22,5 % en 2006 à 22,2 % en 2007, combinée à une hausse de sa part de l'emploi de 6,4 % à 6,9 % au cours de cette période.

Graphique 11 Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2006 et 2007 (en points de pourcentage)





## Conclusion

Le Québec continuait d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2007 avec 40 %. À l'opposé, c'est aux États-Unis que l'on observait le taux le plus bas avec 13,3 %. Entre 2006 et 2007, le taux de présence syndicale a quelque peu diminué au Québec et dans le reste du Canada, alors qu'il a légèrement augmenté en Ontario et aux États-Unis.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et celui des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées. La plus grande part relative sur le marché du travail québécois de certains secteurs d'activité à plus forte densité syndicale (comme les administrations publiques et les services d'enseignement) joue également un rôle, mais moins important.

Entre 1998 et 2007, c'est le secteur de la fabrication qui a le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale au pays. C'est particulièrement le cas en Ontario et au Québec. Dans le reste du Canada, la baisse de contribution du secteur tertiaire privé a été légèrement supérieure à celle du secteur de la fabrication. Néanmoins, partout au pays, le secteur de la fabrication a connu à la fois une baisse de sa part de l'emploi et de son taux de présence syndicale au cours de ces dix années. Le secteur tertiaire public, quant à lui, a faiblement contribué à la baisse de la présence syndicale dans le reste du Canada et inversement au Québec et en Ontario.

À l'opposé, le secteur de la construction a augmenté sa contribution au taux de présence syndicale dans l'ensemble des régions canadiennes, surtout par une hausse de sa part de l'emploi. Ce fut également le cas du secteur tertiaire privé du Québec et de l'Ontario.

## ANNEXE 1

### Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 1998, 2006, 2007

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1998	2006	2007	1998	2006	2007	1998	2006	2007
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>36,2</b>	<b>35,0</b>	<b>36,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,5	1,0	1,0	36,2	35,0	36,7	0,5	0,4	0,4
<b>Secteur secondaire</b>	<b>23,6</b>	<b>21,5</b>	<b>20,3</b>	<b>40,7</b>	<b>42,7</b>	<b>42,7</b>	<b>9,6</b>	<b>9,2</b>	<b>8,7</b>
Construction	2,9	4,2	4,3	48,3	58	54,1	1,4	2,4	2,3
Fabrication	20,6	17,3	15,9	39,6	39,0	39,6	8,2	6,7	6,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>75,0</b>	<b>77,5</b>	<b>78,8</b>	<b>40,0</b>	<b>40,0</b>	<b>39</b>	<b>30,0</b>	<b>31,0</b>	<b>31</b>
Administrations publiques	7,2	6,7	6,7	73,9	81,2	78,4	5,3	5,4	5,3
Autres services	4,4	3,5	3,5	15,5	20,1	17,5	0,7	0,7	0,6
Commerce	15,3	17,5	17,7	20,2	19,0	18,3	3,1	3,3	3,2
Finance, assurances, immobilier et location	5,7	5,8	5,9	20,8	22,2	21,8	1,2	1,3	1,3
Hébergement et services de restauration	6,6	6,0	6,5	13,0	9,2	10,8	0,9	0,6	0,7
Information, culture et loisirs	4,4	4,3	4,5	37,1	37,6	37,2	1,6	1,6	1,7
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,7	3,4	3,4	24,9	28,0	29,6	0,7	1,0	1,0
Services d'enseignement	8,2	7,9	7,6	79,3	76,3	75,6	6,5	6,0	5,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,4	4,9	5,3	7,6	8	8,3	0,3	0,4	0,4
Services publics	1,1	0,9	1,0	72,7	76,1	81,4	0,8	0,7	0,8
Soins de santé et assistance sociale	10,2	12,2	12,0	66,8	65	65	6,8	8,0	7,8
Transport et entreposage	4,9	4,4	4,7	44,3	47,6	50,6	2,2	2,1	2,4
<b>Tertiaire privé</b>	<b>51,3</b>	<b>53,5</b>	<b>54,5</b>	<b>26,3</b>	<b>26,3</b>	<b>25,9</b>	<b>13,5</b>	<b>14,1</b>	<b>14,2</b>
<b>Tertiaire public</b>	<b>23,7</b>	<b>24,0</b>	<b>24,2</b>	<b>69,9</b>	<b>70,5</b>	<b>69,4</b>	<b>16,6</b>	<b>16,9</b>	<b>16,8</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>40,1</b>	<b>40,5</b>	<b>40,0</b>	<b>40,1</b>	<b>40,5</b>	<b>40,0</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2007*, cat. n° 71F0004XCB.

## ANNEXE 2

### Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 1998, 2006, 2007

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1998	2006	2007	1998	2006	2007	1998	2006	2007
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>41,4</b>	<b>38,6</b>	<b>34,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,7	0,6	0,6	41,4	38,6	34,4	0,3	0,2	0,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>24,7</b>	<b>22,6</b>	<b>21,3</b>	<b>33,4</b>	<b>27,3</b>	<b>27,1</b>	<b>8,3</b>	<b>6,2</b>	<b>5,8</b>
Construction	4,1	4,9	5,0	33,2	30	35,2	1,4	1,5	1,7
Fabrication	20,6	17,6	16,3	33,5	27	24,7	6,9	4,7	4,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>74,6</b>	<b>76,8</b>	<b>78,1</b>	<b>28,2</b>	<b>28,4</b>	<b>28,6</b>	<b>21,0</b>	<b>21,8</b>	<b>22,4</b>
Administrations publiques	6,2	5,7	5,9	66,3	70,2	72,6	4,1	4,0	4,3
Autres services	3,9	3,5	3,3	10,4	8,5	9,4	0,4	0,3	0,3
Commerce	15,1	16,2	16,1	12,4	13,6	13,5	1,9	2,2	2,2
Finance, assurances, immobilier et location	7,1	7,4	7,1	3,9	4,8	5,5	0,3	0,4	0,4
Hébergement et services de restauration	6,5	6,1	6,5	7,8	7,0	8,6	0,5	0,4	0,6
Information, culture et loisirs	4,5	5,0	5,0	22,6	20,7	20,7	1,0	1,0	1,0
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	3,6	4,3	4,3	12,9	13,2	10,9	0,5	0,6	0,5
Services d'enseignement	7,2	7,7	8,0	70,7	72,9	68,3	5,1	5,6	5,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,2	5,5	5,8	5,1	4,4	4,5	0,3	0,2	0,3
Services publics	1,1	0,9	1,0	72,8	71,8	70,3	0,8	0,6	0,7
Soins de santé et assistance sociale	9,7	10,2	10,6	44,2	46,3	46,7	4,3	4,7	4,9
Transport et entreposage	4,6	4,4	4,5	42,7	39,8	38,0	2,0	1,7	1,7
<b>Tertiaire privé</b>	<b>54,1</b>	<b>55,7</b>	<b>56,7</b>	<b>16,8</b>	<b>16,4</b>	<b>16,9</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>9,6</b>
<b>Tertiaire public</b>	<b>20,4</b>	<b>21,1</b>	<b>21,4</b>	<b>58,4</b>	<b>60,3</b>	<b>59,6</b>	<b>11,9</b>	<b>12,7</b>	<b>12,8</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>29,6</b>	<b>28,2</b>	<b>28,3</b>	<b>30</b>	<b>28,2</b>	<b>28,3</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2007*, cat. n° 71F0004XCB.

## ANNEXE 3

### Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada, 1998, 2006, 2007

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1998	2006	2007	1998	2006	2007	1998	2006	2007
<b>Secteur primaire</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,3</b>	<b>25,2</b>	<b>19,0</b>	<b>19,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	4,0	4,0	4,3	25,2	19,0	19,1	1,0	0,8	0,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>16,5</b>	<b>16,1</b>	<b>16,6</b>	<b>29,8</b>	<b>26,1</b>	<b>26,3</b>	<b>4,9</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>
Construction	5,2	6,4	6,9	24,4	22,5	22,2	1,3	1,4	1,5
Fabrication	11,3	9,7	9,7	32,3	28,5	29,2	3,7	2,8	2,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>79,5</b>	<b>79,8</b>	<b>79,2</b>	<b>33,9</b>	<b>31,9</b>	<b>31,7</b>	<b>26,9</b>	<b>25,5</b>	<b>25,1</b>
Administrations publiques	7,1	6,0	5,9	69,7	68,4	67,9	4,9	4,1	4,0
Autres services	4,3	3,7	3,6	9,6	9,5	9,0	0,4	0,3	0,3
Commerce	16,6	17,2	17,1	12,6	12	12,6	2,1	2,1	2,2
Finance, assurances, immobilier et location	5,7	5,3	5,4	11,0	11,3	11,8	0,6	0,6	0,6
Hébergement et services de restauration	7,9	7,7	7,5	6,6	6,8	6,4	0,5	0,5	0,5
Information, culture et loisirs	4,7	4,4	4,5	33,4	26,8	26,8	1,6	1,2	1,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,8	3,8	3,7	10,5	9,4	10,8	0,3	0,4	0,4
Services d'enseignement	8,0	8,5	8,2	71,2	69,8	70,3	5,7	5,9	5,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,1	5,0	4,9	6,6	5,8	5,6	0,3	0,3	0,3
Services publics	0,8	0,8	0,9	66,6	62,6	64,1	0,6	0,5	0,6
Soins de santé et assistance sociale	11,8	12,0	12,1	59,2	59,2	57,8	7,0	7,1	7,0
Transport et entreposage	5,8	5,5	5,2	51,7	43,9	43,0	3,0	2,4	2,2
<b>Tertiaire privé</b>	<b>55,2</b>	<b>55,7</b>	<b>55,3</b>	<b>21,1</b>	<b>18,9</b>	<b>18,9</b>	<b>11,6</b>	<b>10,5</b>	<b>10,4</b>
<b>Tertiaire public</b>	<b>24,3</b>	<b>24,1</b>	<b>23,9</b>	<b>62,9</b>	<b>62,0</b>	<b>61,5</b>	<b>15,3</b>	<b>14,9</b>	<b>14,7</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>32,9</b>	<b>30,5</b>	<b>30,3</b>	<b>32,9</b>	<b>30,5</b>	<b>30,3</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2007*, cat. n° 71F0004XCB.

## ANNEXE 4

**Nombre (en milliers) et proportion (%) d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, Reste du Canada, 2007**

Secteur d'activité	Québec			Ontario			Reste du Canada		
	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total
	<b>Nombre d'employés (en milliers)</b>								
Administrations publiques	0,0	219,8	219,8	0,0	331,0	331,0	0,0	313,7	313,7
Autres services	115,8	0,0	115,8	184,2	0,0	184,2	192	0,0	192
Commerce	574,3	4,8	579,1	890,7	7,4	898,1	893,3	9,3	902,6
Finance, assurances, immobilier et location	179,9	14,5	194,4	387,5	7,9	395,4	261,6	25,6	287,2
Hébergement et services de restauration	211	0,0	211	355,2	5,1	360	398,8	0,3	399,1
Information, culture et loisirs	117,4	28,2	146	224,4	54,1	278,5	201,1	35,4	236,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	107	2,3	110	234,2	2,4	236,6	193,6	2,4	196,0
Services d'enseignement	23,5	226	249,6	44,6	400,6	445,2	29,9	405,2	435,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	170,5	1,5	172,0	320,8	2,7	323,5	258,8	2,4	261,2
Services publics	1,8	31	32,3	13,7	44,6	58	13,8	33,5	47,3
Soins de santé et assistance sociale	166,8	225,1	391,9	315	273,2	588,2	262,6	378,2	640,8
Transport et entreposage	115,1	39,5	154,6	186,5	63,1	249,6	218,9	56,5	275,4
<b>Total</b>	<b>1 783,5</b>	<b>792,3</b>	<b>2 575,8</b>	<b>3 156,8</b>	<b>1 192,1</b>	<b>4 348,9</b>	<b>2 924,5</b>	<b>1 262,5</b>	<b>4 187,0</b>
	<b>Proportion (%) du nombre d'employés</b>								
Administrations publiques	0,0	27,7	8,5	0,0	27,8	7,6	0,0	24,8	7,5
Autres services	6,5	0,0	4,5	5,8	0,0	4,2	6,6	0,0	4,6
Commerce	32,2	0,6	22,5	28,2	0,6	20,7	30,5	0,7	21,6
Finance, assurances, immobilier et location	10,1	1,8	7,5	12,3	0,7	9,1	8,9	2,0	6,9
Hébergement et services de restauration	11,8	0,0	8,2	11,3	0,4	8,3	13,6	0,0	9,5
Information, culture et loisirs	6,6	3,6	5,7	7,1	4,5	6,4	6,9	2,8	5,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	6,0	0,3	4,3	7,4	0,2	5,4	6,6	0,2	4,7
Services d'enseignement	1,3	28,5	9,7	1,4	33,6	10,2	1,0	32,1	10,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,6	0,2	6,7	10,2	0,2	7,4	8,8	0,2	6,2
Services publics	0,1	3,8	1,3	0,4	3,7	1,3	0,5	2,7	1,1
Soins de santé et assistance sociale	9,4	28,4	15,2	10,0	22,9	13,5	9,0	30,0	15,3
Transport et entreposage	6,5	5,0	6,0	5,9	5,3	5,7	7,5	4,5	6,6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n° 71F0004XCB.

Les données ont été ajustées de façon à ce que la répartition par secteur privé et public concorde avec les totaux de chacun des douze secteurs d'activité figurant dans ce tableau.